



Numéro PLACE : 2024/EFS-CPDL/310

MARCHE PUBLIC N°

Etablissement Français du Sang – Centre-Pays de la Loire
50, avenue Marcel Dassault – BP 40661
37206 TOURS Cedex 3

FOURNITURE DE GELOSES SOUS TRIPLE EMBALLAGE POUR LES SITES DE L'EFS CENTRE-PAYS DE LA LOIRE

Procédure adaptée

(Articles L. 2123-1, R. 2123-1 et R.2123-4 à R.2123-7 du code de la commande publique)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

SOMMAIRE

1. DEFINITIONS	5
2. OBJET DU MARCHE PUBLIC.....	6
3. DISPOSITIONS GENERALES	6
3.1. Procédure de passation	6
3.2. Allotissement	6
3.3. Forme du marché public	6
3.4. Estimation du marché public	6
3.5. Groupement de commandes	7
3.6. Durée du marché public.....	7
3.7. Langue d'exécution du marché public	7
3.7.1. Principe	7
3.7.2. Obligations du Titulaire en matière d'interprétariat	7
3.7.3. Défaut de recours à un interprète	7
4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC..	7
5. EXECUTION DU MARCHE PUBLIC.....	8
5.1. Développement durable.....	8
5.1.1. Obligations environnementales.....	8
5.1.2. Performance énergétique	8
5.1.3. Clause d'insertion sociale	8
5.2. Modalités d'exécution de l'accord-cadre donnant lieu à l'émission de bons de commande	8
5.2.1. Emission des bons de commande	8
5.2.2. Délais d'exécution des bons de commande	8
5.2.3. Dérogation au principe d'exclusivité du Titulaire	9
5.3. Transport, livraison, formation	9
5.3.1. Lieux de livraison	9
5.3.2. Transport.....	9
5.3.3. Délais de livraison	10
5.3.4. Conditions de livraison et documents à fournir	10
5.3.5. Prestations associées	11
5.4. Vérification et admission	11
5.4.1. Vérification à la livraison sur la base du bordereau de livraison.....	11

5.4.2.	Vérification quantitative et qualitative : le contenu des colis.....	11
5.4.3.	Admission.....	11
5.4.4.	Capacité du titulaire à livrer de nouvelles quantités	12
5.5.	Pénalités	12
5.5.1.	Pénalités de retard	12
5.5.2.	Pénalités pour mauvaise exécution	13
5.5.3.	Pénalité pour non-respect des obligations du Titulaire en matière d'interprétariat	13
5.6.	Sous-traitance au sens des articles L.2193-1 à L.2193-14 du code de la commande publique (uniquement pour les services) ..	Erreur ! Signet non défini.
6.	. SUIVI D'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC.....	13
6.1.	Réunion de mise en place	13
6.2.	Réunion de suivi d'exécution.....	13
6.3.	Relations entre les parties.....	14
6.4.	Confidentialité.....	14
6.4.1.	Obligations du Titulaire	14
6.4.2.	Dispositions en cas de non-respect des obligations.....	15
7.	MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC.....	15
7.1.	Modifications du marché public relatives au Titulaire.....	15
7.2.	Clauses de réexamen.....	16
7.3.	Suspension du marché en cas de circonstances imprévisibles	16
7.4.	Evolutions administratives.....	16
7.5.	Evolutions technologiques.....	16
8.	DEFAILLANCE DU TITULAIRE.....	17
9.	REGLEMENT FINANCIER.....	17
9.1.	Contenu des prix	17
	Le contenu des prix est le suivant :	17
9.2.	Forme et évolution des prix.....	17
9.3.	Avance	18
9.4.	Modalités de facturation et de règlement.....	18
9.4.1.	Facturation	18
9.4.2.	Dématérialisation des factures.....	18
9.4.3.	Délai de paiement	19
9.4.4.	Suspension du délai global de paiement	19

9.4.5.	Intérêts moratoires	19
9.4.6.	Nantissement et cession de créance	20
9.4.7.	Renseignement d'ordre comptable	20

10. RESPONSABILITE - ASSURANCES.....20

11. RESILIATION DU MARCHE PUBLIC (ARTICLE L.2195-1 ET SUIVANTS DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)20

11.1. Résiliation pour motif d'intérêt général..... 20

11.2. Résiliation aux torts du Titulaire..... 21

11.3. Résiliation pour évènements liés au marché..... 21

11.4. Exécution aux frais et risques..... 21

12. LITIGES.....21

13. OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU REGARD DE SA SITUATION FISCALE ET SOCIALE22

1. DEFINITIONS

AC : Accord cadre

AE : Acte d'engagement ATTRI1

BPU : Bordereau des Prix Unitaires

CCAG-FCS : Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009

CCAP : Cahier des clauses administratives particulières

CCTP : Cahier des clauses techniques particulières

Comptable assignataire : Agent Comptable secondaire de l'ETS Centre-Pays de la Loire (CPDL)

EFS : Etablissement Français du Sang, établissement public de l'Etat placé sous la tutelle du Ministre chargé de la santé et constitué de treize Etablissements de transfusion sanguine (**ETS**) dont onze en métropole et deux dans les départements d'outre-mer

DPGF : Décomposition des Prix Globale et Forfaitaire

ETS CPDL : Etablissement de Transfusion Sanguine Centre-Pays de la Loire

ETS : Etablissement de Transfusion Sanguine, établissement local de l'EFS ne disposant pas de la personnalité juridique dont les besoins sont coordonnés par le Siège de l'EFS conformément au règlement intérieur des marchés publics de l'EFS

Pouvoir adjudicateur : l'Etablissement Français du Sang (EFS CPDL)

Fournitures : fourniture de géloses sous triple emballage

Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) : Le directeur de l'EFS CPDL ou toute autre personne régulièrement déléguée par lui à l'effet d'exécuter tout ou partie du présent marché

Sous-traitant (au sens des articles L.2193-1 à L.2193-14 du code de la commande publique) : Personne physique ou morale exécutant certaines parties du marché public autorisée à être soustraitées ayant été acceptée et ayant obtenu l'agrément de ses conditions de paiement

Titulaire : Le soumissionnaire auquel le pouvoir adjudicateur notifie le marché public.

2. OBJET DU MARCHE PUBLIC

Le présent marché public a pour objet, la fourniture de géloses sous triple emballage pour les sites de de l'Etablissement Français du Sang Centre-Pays de la Loire

Il s'agit d'effectuer la fourniture de géloses sous triple emballage dédiées aux contrôles environnementaux effectués sur les sites de Tours Bretonneau, Nantes Hôtel-Dieu et l'ABG (St-Herblain) de l'Etablissement Français du Sang Centre-Pays de la Loire :

- Géloses contact 55mm
- Géloses pour prélèvement aérien 90mm

Les spécifications techniques des fournitures figurent dans le CCTP applicable au présent marché.

3. DISPOSITIONS GENERALES

3.1. Procédure de passation

Le marché public est passé selon la procédure adaptée conformément aux dispositions des articles L2123-1 et R2123-1, R2123-4 à R2123-7 du Code de la commande publique.

3.2. Marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour l'acquisition de fournitures complémentaires

Le marché public pourra faire l'objet d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables pour l'acquisition de fourniture complémentaires en application et dans les conditions de l'article R.2122-4 du code de la commande publique.

3.3. Allotissement

La présente consultation n'est pas allotie en application des dispositions de l'article L.2113-11 du code de la commande publique. En effet, la dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile ou financièrement coûteuse l'exécution des prestations.

3.4. Forme du marché public

Le marché public issu de la présente consultation constitue un accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande, conformément à l'article L.2125-1 1° ainsi qu'aux articles R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est mono-attributaire.

L'accord-cadre est conclu avec un minimum et un maximum de commandes (article R.2162-4 1° du code de la commande publique) exprimés en valeur dans les conditions suivantes :

- Montant minimum pour 48 mois : 21 275€ HT
- Montant maximum pour 48 mois : 85 100€ HT

L'engagement du RPA à l'égard du titulaire porte sur le montant minimum ; le titulaire est engagé à concurrence du montant maximum.

3.5. Estimation du marché public

Le montant estimé susceptible d'être commandé est de **42 550 €** pour 48 mois. Ces renseignements sont donnés à titre indicatif pour permettre au candidat d'ajuster son offre, ils n'engagent pas la personne publique.

3.6. Groupement de commandes

Sans objet

3.7. Durée du marché public

L'accord-cadre public prend effet à compter du 01/01/2026 ou à sa date de notification si elle est postérieure à celle-ci pour une durée ferme de 48 mois.

3.8. Langue d'exécution du marché public

3.8.1. Principe

La langue dans laquelle est exécuté le présent marché public est le français, tant pour les échanges verbaux que pour les communications écrites.

S'ils ne sont pas rédigés en français, les documents du marché public sont accompagnés d'une traduction en français.

3.8.2. Obligations du Titulaire en matière d'interprétariat

En application des dispositions de l'article R.4511-5 du code du travail, faute de maîtrise suffisante de la langue française permettant d'une part la compréhension des informations relatives aux mesures de prévention et de sécurité, et d'autre part la bonne exécution des prestations attendues par le personnel affecté à l'exécution du marché public, le Titulaire pourra être tenu, suite à l'information préalable du pouvoir adjudicateur, de veiller à l'intervention d'un interprète qualifié dans les langues concernées.

La prise en charge des frais d'interprétariat se fera aux seuls frais du Titulaire.

3.8.3. Défaut de recours à un interprète

En cas de carence constatée ou du défaut de preuve de la qualification d'un interprète, le pouvoir adjudicateur désigne un ou des interprètes de son choix. Les frais consécutifs seront comptabilisés comme pénalités au titre de l'article afférent au présent CCAP. De plus, après mise en demeure restée sans effet, la résiliation du marché pourrait être prononcée aux frais et risques du Titulaire.

4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC

Le marché public est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre d'importance décroissant suivant :

- L'Acte d'engagement (AE)
- L'annexe financière à l'acte d'engagement (BPU-Délais).
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et de services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 en vigueur à la date de notification du présent marché public ;
- La Proposition technique du titulaire, incluant notamment la documentation listée au paragraphe 2.6 du CCTP

Par dérogation à l'article 1^{er} du CCAG FCS, le présent CCAP ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG FCS.

Hormis le CCAG-FCS applicable, l'exemplaire original des pièces énumérées ci-dessus, conservé par le RPA, fait seul foi. Le Titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG-FCS applicable bien qu'il ne soit pas matériellement joint au présent CCAP.

Toute clause des conditions générales de vente du titulaire contraire aux dispositions du présent CCAP est réputée non écrite.

De façon générale, aucune réserve ou condition qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de la proposition puis durant l'exécution de l'accord-cadre ne sera admise. Le titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives de l'accord-cadre désignées au présent article.

5. EXECUTION DU MARCHE PUBLIC

5.1. Développement durable

5.1.1. Obligations environnementales

Soucieux de s'inscrire dans une démarche d'achat « durable », l'EFS CPDL est attentif aux démarches et actions susceptibles de correspondre à des actions liées à la protection de l'environnement. L'offre du titulaire indique de quelle manière il mène des actions en matière de protection de l'environnement.

5.1.2. Performance énergétique

Sans objet

5.1.3. Clause d'insertion sociale

Sans objet

5.2. Modalités d'exécution de l'accord-cadre donnant lieu à l'émission de bons de commande

5.2.1. Emission des bons de commande

L'accord-cadre s'exécute par émission de bons de commande, établis par le RPA ou toute personne habilitée à cet effet et transmis au titulaire par tout moyen permettant de leur donner date de réception certaine.

Ils sont émis à tout moment, à compter de la date de notification de l'accord-cadre. Ils indiquent :

- Le numéro d'enregistrement du marché public
- La durée de validité du bon de commande ;
- La nature, les références et les quantités de fournitures
- Le prix unitaire contractuel HT des fournitures
- Le montant total HT du bon de commande
- Le montant total TTC du bon de commande
- Le taux et le montant de la TVA
- Le lieu de livraison, délai de livraison, date de livraison et horaires d'ouvertures des magasins
- Éventuellement, les conditions particulières de réception des fournitures.

5.2.2. Délais d'exécution des bons de commande

Les délais d'exécution des bons de commande sont fixés conformément aux engagements contractuels.

Le contenu des bons de commande est impératif.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG FCS, à compter de la réception de la commande, le titulaire dispose d'un délai de 3 jours ouvrés pour émettre des observations, par écrit au service Achats.

Le Titulaire est tenu d'exécuter les bons de commande dont les délais d'exécution vont au-delà de la durée du marché dès lors que ceux-ci lui ont été notifiés avant l'expiration de cette dernière et ce, dans la limite de deux mois à compter de la date d'échéance du marché public. Le prix de règlement est le prix en vigueur à la date de commande.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG FCS, en cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'un bon de commande, le titulaire en avertit l'EFS dans les plus brefs délais, au minimum dans les deux jours ouvrés précédant l'exécution de la prestation. Dans ce délai, le titulaire lui adresse un courrier ou mail de confirmation motivé explicitant de manière détaillée et vérifiable la nature de ces difficultés et les solutions proposées. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution.

- A compter de la notification du bon de commande au titulaire, le délai de validité de chaque commande est de douze mois au plus. Un bon de commande peut être accompagné d'un échéancier de livraison trimestriel/semestriel ou sur une durée maximale de 12 mois. S'il y a lieu, le titulaire est informé par le RPA de toute modification de ce planning.
- Durant la validité d'un bon de commande, une ou plusieurs commandes supplémentaires peuvent intervenir ponctuellement.
- Sauf accord express du RPA, toute livraison porte impérativement sur la globalité du bon de commande correspondant.

Lors du démarrage de l'utilisation d'une nouvelle fourniture, le titulaire s'engage à livrer gratuitement, à la demande de l'EFS, dans les 15 jours à compter de la réception des bons de commande, la quantité de fournitures définie par l'EFS nécessaires à la validation des techniques.

5.2.3. Dérogation au principe d'exclusivité du Titulaire

Sans objet.

5.3. Transport, livraison, formation

5.3.1. Lieux de livraison

Le titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que les fournitures commandées doivent être livrées sur les sites suivants :

- Site de Rezé – 108 rue de la Basse île, 44400 Rezé
- Site de Tours – 50 Avenue Marcel Dassault – BP 40661 – Tours Cedex 3
- Site Atlantic BIO GMP – 2 rue Aronnax, 44800 St Herblain

5.3.2. Transport

Le transport des fournitures jusqu'aux lieux de leur livraison et les opérations de déchargement s'effectuent aux frais et risques du titulaire. Le transport est réalisé selon des modalités permettant le respect des conditions de conservation des fournitures à livrer précisées dans l'offre du titulaire.

La traçabilité de la chaîne de transport est de la responsabilité du titulaire jusqu'au point de livraison du titulaire.

Dans l'hypothèse où le titulaire n'assure pas directement la livraison des commandes, il apporte la preuve qu'une police d'assurance garantissant la responsabilité civile du transporteur est applicable aux activités qui lui sont confiées sur demande de l'EFS-CPDL.

Le titulaire respecte :

- les dates précises de livraison indiquées sur le bon de commande
- les jours et horaires d'ouverture des magasins précisés sur le bon de commande.

Les colis volumineux sont livrés sur palette filmée conforme aux normes européennes.

Sans préjudice des dispositions figurant à l'article 5.4.3 du présent CCAP, l'EFS se réserve le droit de refuser toute livraison pour laquelle les modalités de transport et de livraison décrites dans le CCTP et l'offre du Titulaire ne seraient pas respectées.

A chaque livraison, le numéro de lot des géloses est unique.

5.3.3. Délais de livraison

Le Titulaire est engagé sur des délais de livraison indiqués sur le bon de commande.

5.3.4. Conditions de livraison et documents à fournir

5.3.4.1. Les bordereaux de livraison

Les fournitures livrées doivent être accompagnées d'un bordereau de livraison dont un double, directement accessible par l'agent de l'EFS sans ouverture des colis, est conservé par le RPA. Chaque bordereau de livraison comporte au moins les mentions suivantes :

- Le nom de l'établissement destinataire
- L'identification du titulaire
- Le numéro du marché public, le numéro et la date du bon de commande auquel correspond la livraison
- L'identification et les références des fournitures objets de la livraison
- Les quantités livrées
- Le numéro de lot de production et la date de péremption des fournitures livrées
- Le nombre de colis et le poids total de la livraison
- La date d'expédition des colis
- Les conditions de transports et de conservations (température...)
- Éventuellement en cas de livraison incomplète, les quantités restantes à livrer et leurs délais.

Le RPA et le titulaire conservent chacun un exemplaire du bordereau de livraison.

Les conditions de conservation spécifiques qui garantissent une non-altération des fournitures (température, humidité) figurent à l'extérieur des boîtes ainsi que sur la notice fournie.

Les colis volumineux sont livrés sur palettes filmées. Toute palette utilisée aux fins de livraison est conforme aux normes européennes afférentes. Le Titulaire assure la reprise des palettes, si elles sont consignées, selon les modalités définies dans sa proposition.

Le titulaire est déclaré responsable des fournitures jusqu'à leur livraison sur le site destinataire. Les avaries, accidents ou vols durant le transport sont déclarés être sous la responsabilité exclusive du titulaire.

La livraison est réputée effectuée lorsque les fournitures ont été déchargées au lieu et selon les conditions indiquées sur le bon de commande correspondant.

5.3.4.2. Les certificats de contrôle

Le titulaire s'engage à ne livrer que des fournitures dûment contrôlées, validées et libérées par ses soins conformément aux contrôles qualité qu'il a décrit dans sa proposition.

A chaque livraison et lorsque des contrôles qualité sont exigés dans le CCTP, les résultats des contrôles effectués par le titulaire sur les lots livrés sont adressés, au responsable du site destinataire de la commande, simultanément lors de la livraison des fournitures ou dans un délai maximal de 48 heures. A défaut, les résultats doivent être consultables sur le site internet du titulaire.

Le certificat d'analyse et la fiche technique devront reprendre tous les critères définis dans le cahier des charges. Le certificat d'analyse devra reprendre en plus : la référence, le numéro de lot, les résultats des essais, les pharmacopées européennes suivies par essai.

5.3.5. Prestations associées

Le titulaire assure sur demande la mise à disposition d'un support technique, sous forme de notice ou manuel d'utilisation, lors de la mise en œuvre d'une nouvelle référence et au cours de son utilisation en routine au sein du laboratoire.

5.4. Vérification et admission

Sous réserve des stipulations du présent CCAP, les opérations de vérification et d'admission des fournitures se déroulent dans les conditions décrites aux articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

5.4.1. Vérification à la livraison sur la base du bordereau de livraison

Lors de la livraison des fournitures, une vérification immédiate est effectuée. La livraison est constatée par l'apposition sur le bordereau de livraison, du cachet de l'EFS, de la date et de la signature du représentant du RPA. Les réserves, qui seraient émises sur la nature des colis, les colis manquants, endommagés ou supplémentaires, sont inscrites sur le bordereau de livraison.

Le RPA notifie au titulaire, par tout moyen permettant de disposer d'une date certaine d'envoi confirmée par écrit, les réserves précises, détaillées et complètes qu'appelle la livraison, dans un délai de trois jours ouvrés, non compris les jours fériés.

Le RPA se réserve le droit de refuser toute livraison pour laquelle les modalités de transport et de livraison décrites dans le CCTP, le présent CCAP et l'offre technique ne seraient pas respectées.

L'absence de réserves permet au titulaire d'établir les factures correspondant à la livraison.

5.4.2. Vérification quantitative et qualitative : le contenu des colis

Le RPA effectue, en vue de leur admission, les vérifications quantitatives et qualitatives des fournitures livrées dans les conditions décrites ci-après.

Les références et les quantités livrées doivent être conformes à la commande. Dans le cas contraire, le titulaire doit :

- Reprendre immédiatement l'excédent si la livraison dépasse la commande,
- Compléter la livraison dans les délais les plus brefs à concurrence de la quantité totale prévue à la commande.

En cas de reprise de produits ou de livraison de produits non-conformes au CCTP, le titulaire doit établir un avoir d'un montant correspondant aux quantités et valeurs des produits concernés ; il livrera l'équivalent en produits conformes qui feront l'objet d'une facturation. Aucun échange ne sera accepté.

5.4.3. Admission

Pour la première livraison, les fournitures sont admises dans les conditions de l'article 2.5.2 du CCTP.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS, le RPA dispose d'un délai de 21 jours ouvrables à compter de la livraison pour notifier expressément au titulaire, par tout moyen permettant de disposer d'une date certaine, sa décision d'admission, d'ajournement ou de rejet des fournitures. Le silence gardé par la personne publique vaut décision implicite d'admission. Sous réserve des stipulations figurant au présent CCAP, les modalités d'ajournement ou de rejet sont celles décrites aux articles 30.2 et 30.4 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 30.4 du CCAG-FCS, la non-conformité documentée d'une fourniture, découverte à l'occasion de son utilisation, et notamment consécutive à la baisse de ses performances,

entraîne son rejet automatique après constat contradictoire des parties. Le rejet portera uniquement sur le kit en question, qui appellera de la part de l'EFS une analyse pouvant amener au blocage de la totalité du lot. Le titulaire est responsable de l'ensemble des conséquences induites par la non-conformité avérée d'une fourniture. Dans ce cas, le titulaire procède à l'enlèvement desdites fournitures.

Par ailleurs, sur décision des autorités de tutelle compétentes, et en cas notamment de retrait d'un lot de production, le RPA se réserve également le droit de rejeter les fournitures issues de ce lot qui lui auraient été livrées par le titulaire avant la date de cette décision et ce, également après la procédure d'admission.

Par dérogation à l'article 30.4.3 du CCAG-FCS, la décision du RPA, notifiée au titulaire, fixe le délai dans lequel les fournitures rejetées doivent être enlevées par le titulaire.

Les frais de manutention et de transport entraînés par l'ajournement ou le rejet des Fournitures ainsi que toute nouvelle livraison à la demande expresse du RPA, sont supportés par le Titulaire.

5.4.4. Capacité du titulaire à livrer de nouvelles quantités

Le titulaire s'engage sur un délai qui lui est nécessaire pour fournir de nouveaux lots de fournitures, en cas de retrait d'un de ses lots de production.

5.5. Pénalités

En cas d'application de la présente clause, le Titulaire encourt, de plein droit, et sans mise en demeure préalable, les pénalités prévues au présent article, sans préjudice du non-paiement, pour absence de service fait, des fournitures non livrées.

Les pénalités éventuelles dont le Titulaire peut être redevable sont déduites des factures correspondant aux bons de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, aucune exonération de pénalité n'est prévue.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, le montant total annuel des pénalités ne peut excéder 35 % du montant maximum hors taxes du marché.

En cas de résiliation du marché public, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

5.5.1. Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG, les pénalités pour retard sont définies de la manière suivante :

Les pénalités sont calculées par rapport aux engagements pris par le Titulaire ou, à défaut, par rapport aux délais maximaux fixés dans le marché public à compter du premier jour calendaire de retard et pour chaque bon de commande.

Les manquements du Titulaire à ses obligations sont établis par constat direct de chaque RPA.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, en cas de retard au regard des engagements pris à livrer des Fournitures après retrait ou refus d'un lot conformément au présent CCAP, la pénalité suivante sera applicable :

En cas de retard pris dans la livraison des fournitures commandées, le titulaire est, sans mise en demeure préalable et à compter du premier jour ouvré, redevable d'une pénalité calculée selon la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{100} \text{ dans laquelle :}$$

P = montant de la pénalité

V = montant HT du prix des fournitures en retard

R = nombre de jours ouvrés de retard à partir de la date de livraison indiqué sur le bon de commande

Les manquements du titulaire à ses obligations sont établis par constat direct du représentant de l'EFS.

5.5.2. Pénalités pour mauvaise exécution

En cas de manquement grave ou répété du Titulaire dans l'exécution des prestations, l'EFS pourra lui appliquer une pénalité forfaitaire de 100 euros par manquement constaté.

Sont par exemple considérés comme des manquements susceptibles d'entraîner l'application de cette pénalité forfaitaire :

- non communication des documents exigés dans le marché public et nécessaires à l'activité de l'EFS,
- Les non-conformités des produits tel que demandé dans le CCTP.
- non communication dans les deux jours ouvrés de l'indisponibilité temporaire de la fourniture (article 3.2 du CCTP)

5.5.3. Pénalité pour non-respect des obligations du Titulaire en matière d'interprétariat

En cas de non-respect des obligations en matière d'interprétariat ou de défaut de preuve de la qualification de l'interprète, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité correspondant aux frais consécutifs pour le pouvoir adjudicateur, assortie d'une pénalité forfaitaire de 100 euros par jour de carence constaté.

6. . SUIVI D'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC

6.1. Réunion de mise en place

Dans les jours suivant la notification du marché, l'EFS CPDL peut organiser avec le titulaire une réunion de mise en place.

Cette réunion se déroule dans les locaux de la direction régionale de l'EFS CPDL ou par outil dématérialisé.

6.2. Réunion de suivi d'exécution

Dans le cadre du suivi de l'exécution du marché, une réunion annuelle peut être mise en place avec le titulaire du marché après chaque fin d'année d'exécution

Dans ce cadre, le titulaire fournit un état récapitulatif, qui mentionne à minima :

- ☐ La désignation et les références des fournitures livrées
- ☐ Le numéro de lot et le nombre de fournitures livrés
- ☐ Le nombre de tests ou de conditionnements par référence ayant été livrés
- ☐ Le chiffre d'affaires HT par référence sur une période donnée.
- ☐ Le cas échéant, les fournitures rejetées font l'objet d'une information complémentaire.

6.3. Relations entre les parties

Le Titulaire désigne dans son effectif un représentant unique chargé des relations avec le RPA. Il désigne également nommément les membres de son personnel, responsables du déploiement et de la livraison des fournitures.

Le représentant du Titulaire est tenu informé de toute demande formulée par le RPA directement auprès des personnels précités.

L'EFS désigne un interlocuteur chargé des aspects médicotextiques et un interlocuteur chargé des aspects administratifs au sein de la direction des achats.

6.4. Confidentialité

Les supports informatiques et documents fournis par l'EFS au Titulaire restent la propriété de l'EFS.

Tant pendant la durée du marché public qu'après son expiration, toutes les informations et/ou tous les documents de toute nature (commerciaux, industriels, techniques, financiers, etc.) et les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le Titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché public.

Au terme du présent marché public, le Titulaire s'engage, après s'être assuré des modalités relatives à la réversibilité, à détruire l'ensemble des documents/informations mis à disposition par l'EFS.

Une fois détruits, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

Conformément aux dispositions du RGPD et de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

6.4.1. Obligations du Titulaire

Le Titulaire s'engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- Ne prendre aucune copie des documents et/ou supports d'informations qui lui seraient confiés, à l'exception des copies nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché public, et à la condition que l'EFS ait donné son accord préalable ;
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché public ;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché public ;
- Prendre toute mesure de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités tout au long de la durée du présent marché public ;
- Au terme du marché public, à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel auquel le Titulaire a accès dans le cadre du présent marché public ;

- Veiller à ce que les personnes autorisées à accéder aux données à caractère personnel en vertu du présent marché public :
 - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

L'EFS se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

En outre, le Titulaire s'engage à ne pas sous-traiter l'exécution des prestations à une autre personne privée ou publique, physique ou morale, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable de l'EFS.

6.4.2. Dispositions en cas de non-respect des obligations

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-22 du code pénal.

L'EFS pourra prononcer la résiliation immédiate du marché public, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

7. MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC

7.1. Modifications du marché public relatives au Titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer le RPA par écrit et communiquer un extrait du registre du commerce et des sociétés mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

Le marché public ne pourra en aucun cas, faire l'objet d'une cession, à titre onéreux ou gracieux, sauf accord écrit et préalable du RPA. De même, le transfert du marché public à la société née de la fusion ou de l'absorption du Titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du RPA.

Dans ces cas, le Titulaire doit en informer le RPA dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent
- Une copie de l'annonce légale
- Les attestations fiscales
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail
- Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société cessionnaire
- Un relevé des nouvelles coordonnées bancaires de la société cessionnaire
- Un extrait du registre du commerce et des sociétés originales datant de moins de trois mois faisant apparaître la fusion - absorption de la société Titulaire

- Les justifications de références identiques à celles demandées dans le règlement de la consultation au Titulaire du marché public.

La cession du marché public acceptée par le RPA fera l'objet d'un avenant conclu entre le RPA, la société cessionnaire et la société cédante constatant le transfert du marché public au nouveau Titulaire.

7.2. Clauses de réexamen

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le RPA pourra, sans que nécessairement un avenant soit conclu :

- Emettre un bon de commande auprès d'un autre fournisseur en cas d'impossibilité pour le titulaire du présent marché d'exécuter les prestations, dans la limite fixée à l'article R.2194-5 du code de la commande publique ;
- Accepter temporairement un rallongement des délais d'exécution du marché.
- Remplacer une référence présente au bordereau des prix unitaires par une nouvelle référence équivalente et validée par l'EFS pour un prix identique à l'UQB

Pour l'application du présent article, le Titulaire doit au préalable notifier par écrit au RPA les éléments explicatifs relatifs aux circonstances imprévisibles et leur impact sur le marché public. L'accord du RPA est notifié au Titulaire.

7.3. Suspension du marché en cas de circonstances imprévisibles

Il sera fait application de l'article 24 du CCAG FCS.

7.4. Evolutions administratives

Au cours de l'exécution du marché public, le Titulaire informe par écrit le RPA de toute modification de désignation ou de référence de services objets du présent marché public.

Le RPA prend acte de la modification demandée par courrier recommandé avec accusé de réception, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant dès lors que la modification souhaitée n'a pour objet que la stricte correction d'une erreur matérielle dans la désignation ou dans l'indication de la référence de la Fourniture ou du Service considéré(e), ou l'attribution d'une nouvelle référence à cette Fourniture ou ce Service dont la nature et le prix demeurent par ailleurs inchangés.

7.5. Evolutions technologiques

Le Titulaire informe sans délai le RPA de toutes modifications ou évolutions technologiques qu'il entend apporter aux fournitures objets du présent marché public.

Sur la base des informations transmises, le RPA décide de la conduite à tenir et la notifie au Titulaire au plus tôt un mois après réception des informations. En fonction de la nature des modifications ou évolutions technologiques proposées, le RPA peut décider de la mise en œuvre d'études complémentaires. A ce titre, le Titulaire s'engage à fournir l'aide technique et les services nécessaires à titre gratuit, échantillon inclus (pour test). Le Titulaire ne peut mettre en œuvre les modifications avant réception de la notification de la décision du RPA.

A l'exception des cas de mise à disposition de nouvelles Fournitures, toute évolution technologique acceptée par le RPA, dans les conditions décrites au présent article, est sans incidence sur les engagements contractuels volumes minima et maxima de services indiqués ci-dessus, ou sur les prix du marché public.

En tout état de cause, toute évolution technologique ou l'introduction de nouvelles fournitures dans le cadre du marché public donnent lieu à la conclusion d'un avenant, sous réserve de l'application de l'article 7.2 du présent CCAP

Toute modification acceptée par le RPA donne lieu à une mise à jour de la documentation par le Titulaire. La documentation mise à jour est adressée dans les meilleurs délais par le Titulaire aux RPA.

8. DEFAILLANCE DU TITULAIRE

En cas d'inexécution du Service, de retard ou d'exécution partielle, pour quelque motif que ce soit, et faute d'accord entre les deux parties, l'EFS se réserve le droit de faire appel au prestataire de son choix pour suppléer à la défaillance du Titulaire, aux frais et risques du Titulaire, sans qu'une décision de résiliation aux frais et risques ne soit nécessairement prononcée à son encontre.

9. REGLEMENT FINANCIER

9.1. Contenu des prix

Le contenu des prix est le suivant :

- Les prix du marché public sont les prix, exprimés en euros HT et TTC, mentionnés dans l'annexe financière (BPU-Délais)
- Les prix sont entendus franco de port et d'emballage et comprennent les coûts afférents aux fournitures.
- Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les Fournitures, ainsi que les frais de formation initiale à l'utilisation des fournitures, tous les frais de gestion ou afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, et au transport jusqu'aux lieux de livraison ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires du Titulaire.
- Les prix sont exprimés en euros hors taxe et tous frais compris. La TVA est appliquée au taux légal en vigueur le jour de la livraison.

9.2. Forme et évolution des prix

Les prix ne sont susceptibles d'aucune variation pendant la première année d'exécution du marché public. A compter de la date anniversaire de l'exécution du marché public, ils peuvent être révisés, pour chaque année à venir, par référence aux tarifs ou barèmes propres au titulaire pratiqués à l'égard de l'ensemble de sa clientèle.

Les prix concernés par cette révision sont :

- Les prix des fournitures

Le titulaire du marché s'engage à faire parvenir ses nouveaux prix au RPA, exclusivement pour la période à venir, par lettre recommandée avec accusé de réception, 2 mois avant la date anniversaire du début de l'exécution du marché public, le cachet de la poste faisant foi.

Les nouveaux prix s'appliquent aux bons de commande émis par la Personne Publique à compter de la date anniversaire d'exécution du marché public.

Clause sauvegarde : En cas de hausse de plus de 2% par rapport à l'année précédente, l'EFS se réserve la possibilité de résilier le marché sans que le titulaire, par dérogation à l'article 38 du CCAG FCS, puisse prétendre à indemnité.

Clause butoir : Dans tous les cas, les prix ne peuvent augmenter que de 6% maximum par rapport aux prix initiaux (offre notifiée) pour la durée maximale du marché (48 mois).

9.3. Avance

Sauf refus express du Titulaire mentionné dans son acte d'engagement, une avance lui est versée dans les conditions définies aux articles R.2191-3 à R.2191-10 et aux articles R.2191-15 à R.2191-18 du code de la commande publique.

Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG FCS, le taux de l'avance est de 10%.

Le remboursement de l'avance s'opère par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire en exécution du marché public conformément aux articles R.2191-11, R.2191-12, R.2191-14 et R.2191-19 du code de la commande publique.

9.4. Modalités de facturation et de règlement

9.4.1. Facturation

Après chaque bon de commande, le titulaire transmet au RPA un exemplaire d'une facture indiquant, outre les mentions légales, les sommes auxquelles il prétend du fait de cette livraison et tous les éléments de détermination de ces sommes.

Les factures comprennent notamment :

- o les noms et adresse du créancier,
- o le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'Acte d'Engagement,
- o le numéro du marché,
- o le numéro du bon de commande,
- o le numéro du bon de livraison,
- o la quantité et la désignation des fournitures livrées,
- o le montant hors TVA,
- o le taux et le montant de la TVA en vigueur,
- o le montant total TTC,
- o la date de facturation.
- o le cas échéant, le numéro de TVA intracommunautaire

Les factures émises qui ne respecteront pas les formalismes ci-dessus, ne seront pas recevables.

9.4.2. Dématérialisation des factures

Conformément à l'article L.2192-1 du code de la commande publique, les Titulaires ainsi que les sous-traitants admis au paiement direct de contrats conclus par l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics, transmettent leurs factures sous forme électronique en utilisant une solution mutualisée, mise à disposition par l'Etat.

Cette solution s'intitule **CHORUS PRO**. Elle permet le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et est mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

Les factures, ainsi que tout document jugé utile par le Titulaire ou demandé par le pouvoir adjudicateur, sont adressées à l'EFS par l'utilisation du numéro de SIRET qui lui est associé.

En vue de faciliter et accélérer le traitement des factures, l'EFS a choisi de rendre obligatoire dans **CHORUS PRO** le remplissage, par le fournisseur, de la zone « Engagement ». Le numéro de commande et le numéro de marché public, s'il existe, est à renseigner dans ce champ.

En retour, un suivi du traitement des factures est transmis au fournisseur via **CHORUS PRO**, l'informant notamment des statuts suivants :

- Facture rejetée, en cas de refus par l'EFS de la facture émise ;
- Facture suspendue, en cas de demande de précisions complémentaires nécessaires pour permettre la mise en paiement. Ce statut est réputé donner date certaine à la décision de suspension du délai de paiement par la Personne Publique.

9.4.3. Délai de paiement

Le paiement des factures intervient dans un délai maximum de 60 jours à compter de la date de réception de la facture. La date de réception des factures est constatée par l'EFS.

Pour les réactifs, si la réception de la facture est antérieure à l'acceptation de la livraison des Fournitures, le point de départ du délai de paiement correspondant à la date d'admission de la livraison des Fournitures, constatée par le bordereau de livraison en l'absence de réserves émises sur ce bordereau.

Pour les prestations de maintenance, si la réception de la facture est antérieure à l'acceptation de la prestation, le point de départ du délai de paiement correspondant à la date d'admission des services.

Si, à l'issue des opérations d'admission, les Fournitures / Prestations ne sont pas admises ou si elles sont rejetées à la suite d'une non-conformité documentée, elles donnent lieu à un avoir.

L'EFS CPDL se libère des sommes dues par virement administratif sur le compte du Titulaire

9.4.4. Suspension du délai global de paiement

En cas de présentation d'une facture non conforme, ce délai peut être suspendu une fois. Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire via un encodage CHORUS ou par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Elle précise les raisons qui, imputables au Titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par l'Etablissement, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au Titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, un nouveau délai commence à courir dans les conditions prévues à l'article R.2192-29 du Code de la commande publique.

9.4.5. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai susmentionné donne droit au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant forfaitaire de 40 euros et fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire. Ils courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente avant le premier jour calendaire du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

Le titulaire ne pourra, en aucun cas, se prévaloir d'un retard de paiement, pour suspendre ou interrompre l'exécution des prestations qui lui incombent en application du présent accord-cadre.

9.4.6. Nantissement et cession de créance

Le nantissement et la cession de créance s'effectueront conformément aux articles R.2191-45 à R.2191-63 du Code de la commande publique.

Par dérogation aux articles 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG-FCS, seuls seront notifiés au titulaire les documents suivants :

- La copie de l'acte d'engagement
- L'annexe financière

L'EFS délivre uniquement l'exemplaire unique en vue de la cession de créance de l'accord-cadre sur demande écrite du titulaire.

9.4.7. Renseignement d'ordre comptable

Le Comptable public assignataire des paiements est l'Agent Comptable secondaire de l'EFS-Centre Pays de la Loire.

La personne habilitée à donner les renseignements mentionnés à l'article R.2191-54 du Code de la commande publique est le Directeur de l'EFS Centre Pays de la Loire.

10. RESPONSABILITE - ASSURANCES

Le Titulaire a la responsabilité de la bonne exécution des prestations décrites au présent marché public. Cette responsabilité est étendue aux conséquences dommageables, corporelles, matérielles et immatérielles à l'égard des tiers et cocontractants du pouvoir adjudicateur du fait des prestations fournies par le Titulaire.

Le Titulaire devra justifier au moment de sa notification, puis en cours d'exécution, au moyen d'une attestation portant mention du nom de la compagnie, de l'étendue de la garantie, de la date d'expiration des garanties prévues au contrat, d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile (RC) qu'il encoure vis-à-vis des tiers et de l'EFS en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché public.

L'attestation devra être remise dans le délai de 15 jours après demande de l'EFS au Titulaire.

11. RESILIATION DU MARCHE PUBLIC (ARTICLE L.2195-1 ET SUIVANTS DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)

11.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

Le RPA peut mettre fin à tout moment à l'exécution du marché public, pour tout motif d'intérêt général, par décision unilatérale notifiée par écrit au Titulaire.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, le montant de l'indemnité de résiliation est obtenu en appliquant un pourcentage de 4 % du montant minimum du marché public diminué du montant des Fournitures livrées et admises.

La conclusion d'un marché public national sur des prestations identiques ou incluant l'objet du présent marché public, pour répondre aux besoins de l'ensemble des établissements de l'EFS, peut constituer un motif d'intérêt général qui justifie la résiliation du présent marché public sur le fondement des

dispositions susvisées, y compris dans le cas où ce dernier n'est pas l'attributaire dudit marché public national.

11.2. Résiliation aux torts du Titulaire

Sans préjudice des dispositions ci-dessus, l'EFS peut procéder à la résiliation du marché public en application de l'article 41 du CCAG/FCS, pour mauvaise exécution du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité dans les cas suivants :

- Faute du Titulaire ou son incapacité manifeste et durable à satisfaire à l'exécution de ses obligations, constatée par l'EFS
- Si des modifications substantielles dues à une obligation réglementaire devaient intervenir en cours d'exécution de l'accord-cadre
- Tout manquement aux obligations de confidentialité mentionnées ci-dessus.
- En application des articles D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail, l'inexactitude des renseignements fournis à l'EFS ou la non production, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché public, des pièces prévues à l'article D 8222-5 du code du travail, et ce, sans préjudice de poursuites ultérieures éventuelles.
- S'il n'a pas corrigé les irrégularités aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et à la déclaration des salariées de l'entreprise dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure du Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

L'EFS peut résilier le marché public à la condition d'avoir préalablement notifié par écrit la mise en demeure demandant au Titulaire de remédier aux défaillances dans les délais indiqués. La mise en demeure doit être restée infructueuse.

La résiliation prendra effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification.

11.3. Résiliation pour événements liés au marché

Conformément à l'article 40.1 du CCAG FCS, l'EFS peut résilier le marché dans les deux cas suivants :

- Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché
- Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure.

11.4. Exécution aux frais et risques

L'EFS se réserve la possibilité de faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues au marché aux frais et risques du Titulaire dans les cas et selon les modalités prévues à l'article 45 du CCAG FCS.

12. LITIGES

Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable, et faute de l'obtenir de s'en remettre aux juridictions administratives compétentes.

L'Instance chargée des procédures de recours est le Tribunal administratif d'Orléans - 28 rue Bretonnerie - 45000 Orléans, tél. : (+33) 2-38-77-59-00, courriel : greffe.ta-orleans@juradm.fr, télécopieur : (+33) 2-38-53-85-16.

Le Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est le Tribunal administratif d'Orléans - 28 rue Bretonnerie 45000 Orléans, tél. : (+33) 2-38-77-59-00, courriel : greffe.taorleans@juradm.fr, télécopieur : (+33) 2-38-53-85-1

13. OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU REGARD DE SA SITUATION FISCALE ET SOCIALE

Le Titulaire remet tous les six mois jusqu'à la fin du présent marché public les pièces mentionnées aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail dans sa version issue du décret n 2008-244 du 7 mars 2008.

Il s'agit, lorsque le Titulaire est établi en France, en vertu de l'article D 8222-5 susmentionné :

- D'une attestation de vigilance délivrée en ligne sur le site de l'URSSAF
- D'une attestation fiscale justifiant de la régularité de sa situation fiscale (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés)
- D'un justificatif d'immatriculation datant de moins de 3 mois.

En cas de Titulaire établi dans un autre Etat, il s'agit des documents réclamés aux articles D 8222-7 et D 8222-8 du Code du travail.

Par ailleurs, le Titulaire remet également la liste des salariés étrangers (article D8254-2 du Code du travail).

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire domicilié en France sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'EFS, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>